

Nîmes, le 29 DEC. 2023

Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Wéber - CS 52002  
30907 NIMES CEDEX 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-077-DREAL**

**relatif au changement d'exploitant présenté par la société Sanofi Winthrop Industrie  
pour la reprise des activités de la société Sanofi Chimie pour l'exploitation de son usine  
située sur la commune d'Aramon**

Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.516-1 et R.516-1 ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet du Gard – Monsieur Jérôme BONET ;
- Vu** le décret du 3 décembre 2020 nommant M. Frédéric LOISEAU, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Gard ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 06.018N du 3 mars 2006 autorisant la société SANOFI-CHIMIE à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune d'Aramon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12.100N du 1er août 2012 renforçant les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société SANOFI-CHIMIE à Aramon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 14.181N établissant le montant des garanties financières prises en application 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement pour la Société Sanofi Chimie à Aramon ;
- Vu** la demande de changement d'exploitant transmise par la société Sanofi le 26 septembre 2023 et reçue le 3 octobre 2023 ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 21 décembre 2023 ;



- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 26 décembre 2023 avec demande d'accusé de réception ;
- Vu** le courriel de l'exploitant du 27 décembre 2023 informant l'inspection de l'absence d'observation ;

**Considérant** que la société Sanofi Chimie est autorisée à travers plusieurs arrêtés préfectoraux et notamment celui le n° 06.018N susvisé du 3 mars 2006, à exploiter une usine de fabrication de principes actifs pharmaceutiques sur la commune d'Aramon ;

**Considérant** que cette société est classée seveso seuil haut au regard de la nomenclature de la législation des installations classées et qu'ainsi elle est subordonnée à la constitution de garanties financières conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que par courrier du 26/09/2023 reçu le 3/10/2023 la société SANOFI présente la demande d'autorisation de changement d'exploitant du site de Sanofi Chimie Aramon à la société Sanofi Winthrop Industrie (SWI) conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que ce courrier du 26/09/2023 précise que :

- ce changement d'exploitant s'inscrit dans le cadre du transfert par Sanofi Chimie de ses activités « développement, fabrication, commercialisation, distribution et vente de principes actifs pharmaceutiques » comprenant notamment le site de production Sanofi Chimie Aramon à SWI, société absorbante accueillant entre autre les entités de Sanofi Chimie ;
- les parties sollicitent ce changement d'exploitant pour le 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

**Considérant** que conformément à l'article R.516-I du Code de l'Environnement, il y a lieu de prendre acte de ce changement d'exploitant, avec constitution de garanties financières, par arrêté ;

**Considérant** que la société SWI dispose des capacités techniques et financières, à même de lui permettre d'exploiter l'usine d'Aramon, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Considérant** qu'en conséquence une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 06.018N susvisé du 3 mars 2006 susvisé relatives au bénéficiaire de l'autorisation est nécessaire ;

**Sur** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Changement d'exploitant**

La société Sanofi Winthrop Industrie (SWI), dont le siège social est situé 82 avenue Raspail 94 250 Gentilly, est autorisée à exploiter les installations de fabrication de principes actifs pharmaceutiques situées sur la commune d'Aramon – route d'Avignon, lieux-dits Les Péroutines, MasseBoeuf, Saint Pierre, Cazer, Rompudes, Graves et l'Illon.

### **Article 2 : Actes administratifs concernés par le changement d'exploitant**

Pour l'exploitation des installations citées à l'article 1 du présent arrêté, le nouvel exploitant est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté ainsi que celles des arrêtés précédemment applicables à la société Sanofi Chimie.

### **Article 3 : Garanties financières constituées au titre de l'article R516-1 3° du code de l'environnement**

En application de l'article R.516-1 3° du code de l'environnement, des garanties financières destinées à assurer :

- la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement,
  - l'intervention en cas d'accident ou de pollution
- sont constituées par l'exploitant.

Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

#### **Article 3.1 : Montant des garanties financières**

Le montant total des garanties financières à constituer en application de l'article R.516-1 3° du code de l'environnement est de 1 740 406 euros TTC (un million sept cent quarante mille quatre cent six euros).

#### **Article 3.2 : Délai de constitution des garanties financières**

Les garanties financières visées à l'article 3.1 sont constituées à la prise d'effet du présent arrêté. Cette constitution est transmise au préfet dans le mois suivant la notification du présent arrêté dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.



### **Article 3.3 : Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; l'indice TP01 servant de référence pour l'actualisation est l'indice du mois d'octobre 2023 soit 130,7.
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

### **Article 3.4 : Renouvellement des garanties financières**

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 3.2. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document.

### **Article 3.5 : Modification du montant des garanties financières**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

### **Article 4 : Sanctions administratives**

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 5 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 6 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard pendant une durée minimale de quatre mois.

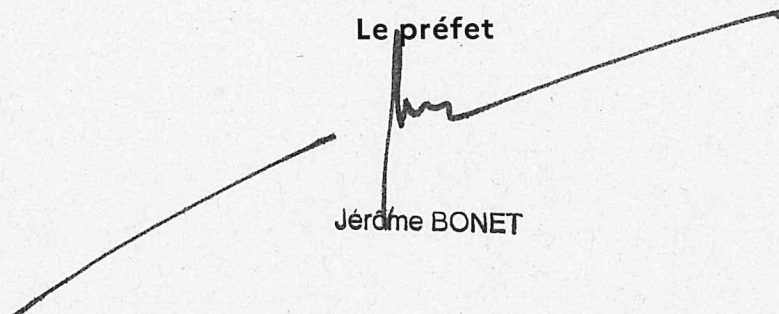
Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques à l'adresse suivante : <https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Le présent arrêté sera notifié à la société Sanofi Winthrop Industrie..

#### **Article 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie et le maire d'Aramon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Sanofi Winthrop Industrie.

Le préfet



Jérôme BONET

